

Délinquance juvénile – Le meurtre de Lausanne met en lumière la violence des gangs de jeunes en Suisse

Lucie Monnat, Benjamin Pillard

La plupart des villes de Suisse sont confrontées aux phénomènes de bandes de jeunes délinquants. L'augmentation de la brutalité inquiète.



, Benjamin Pillard

Publié: 02.10.2021, 22h30



Une des bandes qui préoccupent les autorités biennoises se nomme le «2CZ» ou «2 Cinq Zéro», en référence au code postal de la ville (2500). L'auteur présumé de l'agression ayant fait un mort et un blessé grave au Flon, à Lausanne, en fait partie.

DR

Sur les images de mauvaise qualité, on peine à distinguer l'action dans les détails. Une sirène hurle, des cailloux ricochent sur des voitures avec un bruit sec. La caméra se focalise sur un jeune à terre, roué de coups par des dizaines de pieds. Les cris de la victime se mêlent aux rires des agresseurs.

Qu'importent les blessures de celui qui a pris les coups. Ce soir-là, la bande du «07», comprenez du quartier de la Bourdonnette à Lausanne (code postal 1007), a marqué un point contre ceux du «ZX», le gang rival de Fribourg. Ces derniers n'ont pas non plus retenu leurs poings. «Ils font les chauds dans leurs clips pourtant ils portent plainte», raille l'un d'eux dans une vidéo de rap applaudie par ses pairs.

Ce genre de vidéos, tournées en Suisse romande dans différents quartiers, se trouve en quelques clics sur internet. Dans notre pays, on a parfois la naïveté de croire que les guerres de gangs ne sortent pas des banlieues américaines ou françaises. La mort d'un jeune homme dans le quartier du Flon à Lausanne, au petit matin du dimanche 26 septembre, a rappelé l'existence de bandes de jeunes pouvant s'adonner à des actes d'extrême violence en Suisse également. Passages à tabac, coups de couteau, enlèvements, séquestrations: le décès du jeune homme représente le paroxysme d'une rivalité de plusieurs années entre la bande du «47» de La Chaux-de-Fonds, auquel il appartenait, et celle des biennois du «2CZ».

Code postal pour blason

Les bandes de jeunes délinquants se forment généralement dans des quartiers dits «défavorisés». Ce qui les démarque, c'est leur attachement à un territoire: elles construisent leur identité autour de l'espace occupé, et se nomment d'ailleurs souvent en référence à ce lieu. Constitué d'une quarantaine de jeunes âgés de 10 à 25 ans, le «47» fait référence à l'addition du début des codes postaux de La Chaux-de-Fonds et du Locle (2300 et 2400). Le «2CZ» ou «2 Cinq Zéro» fait quant à lui référence au code postal de Bienne (2500).

Ces bandes nourrissent souvent des rivalités entre elles. Les inimités peuvent dépasser le cadre de la ville, comme c'est le cas du «47» et du «2CZ», mais aussi des bandes lausannoise («07») et fribourgeoise («ZX gang»). À Genève, les bandes rivales s'affrontent surtout par quartiers interposés. Les autorités comptent environ 120 à 150 individus issus de six quartiers de communes périphériques telles que Meyrin, Vernier, Lancy ou Grand-Saconnex. Mais s'ils sortent du canton, ces jeunes se tournent plutôt de l'autre côté de la frontière pour en découdre avec des bandes de l'Ain. Le phénomène des affrontements reste cependant très cyclique, notent les policiers genevois. La situation est «particulièrement calme» depuis quelques mois.

«Il est évident que nous ne sommes pas à l'abri d'un dérapage dramatique.»

Mauro Poggia, conseiller d'État genevois en charge de la Sécurité

Cela ne signifie pas pour autant qu'elle n'est pas surveillée. «Il est évident que nous ne sommes pas à l'abri d'un dérapage dramatique, souligne le conseiller d'État genevois en charge de la Sécurité Mauro Poggia. Il arrive régulièrement que la police apprenne par des voies indirectes que des bagarres sont organisées entre bandes rivales, et que l'on doit mettre en place des dispositifs policiers pour pouvoir dissuader le rassemblement des uns et des autres.» Un cas de figure qui s'est présenté pas plus tard que la semaine dernière.

Provocations viriles

À Neuchâtel, le conseiller d'État en charge de la sécurité Alain Ribaux révèle que la bande du «47» est dans les radars des autorités depuis cinq ans. «Il s'agit d'une équipe à

géométrie variable, composée de plusieurs dizaines de jeunes qui évoluent plus ou moins en marge de la société», précise-t-il. La rivalité avec Bienne s'est construite sur la durée, «dans une espèce d'escalade qui est venue au fil des ans, à force d'événements et de revanches».

Cette rivalité s'entretient et se nourrit notamment via les réseaux sociaux, à coups de salves de rap interposées. Les quartiers ont leurs petites stars qui composent des proses louant leurs clans et rabaisant les autres. Leurs clips vidéo sont comme des étendards. Sur la forme, rien que du très classique pour du rap: armes factices (ou pas), molosses aux mâchoires imposantes et grosses chaînes qui brillent. Sur le fond, rien de très original non plus, entre vantardises sur des faits d'armes commis ou fantasmés, rivalité avec d'autres bandes, et propos d'une misogynie effarante.

«Les vidéos de ces jeunes ressemblent aux clips américains ou de banlieues françaises.»

Théo Bregnard, président de La Chaux-de-Fonds

«Les vidéos de ces jeunes ressemblent aux clips américains ou de banlieues françaises, ultra-machos, où l'on voit un détachement de la réalité, avec des fantômes et valorisations qui ne sont pas celles que l'on souhaite ni que l'on promet, note le président de La Chaux-de-Fonds, Théo Bregnard. En tant que responsable de l'instruction publique, j'ai le souci que ces jeunes aient d'autres modèles. Malheureusement, ces jeunes s'identifient aujourd'hui pleinement aux messages de ces vidéos, ils y croient, et c'est ça qui nous préoccupe.»

Plus violents

En Suisse romande comme ailleurs, les autorités des villes affrontent la problématique depuis plusieurs années, même si le phénomène semble s'être récemment intensifié. Dans les Montagnes neuchâteloises, on avoue une certaine inquiétude. Conseillère communale chargée de la Sécurité et de la Jeunesse du Locle, Sarah Favre-Bulle ne s'attendait pas à «en arriver là»: «C'était calme ces derniers temps parce que certains membres étaient en prison, remarque-t-elle. On espérait que ça les remettrait dans le droit chemin, mais il y a cette rivalité avec le groupe de Bienne qui se pérennise. Ces jeunes se prennent pour des caïds quand ils sont en bande. Seuls, ils sont inoffensifs.»

À Fribourg, le sujet préoccupe depuis deux ans. «On les observe en ville de Fribourg, à la gare de Morat et à Attalens notamment, où des bandes rivales – parfois venues des cantons de Neuchâtel et de Vaud – se sont donné rendez-vous pour en découdre, confirme le conseiller d'État fribourgeois chargé de la Sécurité et la Justice, Maurice Ropraz. Sur l'ensemble du territoire fribourgeois, ce sont probablement quelques dizaines de jeunes qui font partie de ces groupes.»

«C'était calme ces derniers temps parce que certains membres étaient en prison. On espérait que ça les remettrait dans le droit chemin, mais il y a cette rivalité avec le groupe de Bienne qui se pérennise.»

Sarah Favre-Bulle, conseillère communale chargée de la Sécurité et de la Jeunesse du Locle

Genève, confronté depuis longtemps au problème, observe surtout l'escalade de la violence. «Il y a toujours eu des bandes qui se confrontaient, mais c'était presque de l'ordre du jeu, même si ça pouvait toujours dérapier, explique Mauro Poggia. Aujourd'hui, c'est monté d'un niveau en termes de violence. On sait qu'ils s'affrontent parfois à coups de barre de fer, mais on est jamais à l'abri d'un individu qui aurait aussi un couteau sur lui.»

«L'effet de groupe est fortement désinhibant»

Sandrine Haymoz, professeure à la Haute École de travail social de Fribourg, a consacré sa thèse à la délinquance juvénile et aux bandes de jeunes. «Une bande se définit selon des critères distincts: elle est formée de minimum trois personnes, elle passe beaucoup de temps dans les espaces publics (parcs, rues, centres commerciaux...), ses membres acceptent de commettre des actes de délinquance et se démarquent par une identité très forte de groupe», décrit la spécialiste. Cette identité se renforce via des signes distinctifs, des couleurs, des tags – notamment pour marquer le territoire.

Sandrine Haymoz fait une distinction claire entre les groupes de jeunes délinquants – qui ont généralement entre 12 et 18, 20 ans maximum – et les gangs d'adultes. «Les gangs de jeunes ne sont pas dans le crime organisé – ou très rarement. La palette de délits qu'ils commettent est large, entre vols, vandalisme, agressions. Mais en règle générale, ils n'ont pas de leaders identifiables. On observe davantage un leadership de circonstances: certains vont prendre la direction dans certaines situations où d'autres sont moins à l'aise. La hiérarchie, les chefs, restent généralement réservés aux bandes adultes.»

Sandrine Haymoz a malgré tout été surprise par l'issue mortelle de la rixe du Flon. «C'est extrêmement rare que cela arrive à ce point. Par contre, je peux trouver des explications. L'effet de groupe est fortement désinhibant. On y perd en quelque sorte son individualité, et l'on s'identifie davantage en tant que membre du groupe plutôt qu'en tant qu'individu. Le groupe possède en outre ses propres codes moraux et ses propres normes, qui ne sont pas celles de la société.» Autant de facteurs qui facilitent le passage à l'acte. «Le fait de se fondre dans la masse du groupe permet d'y diluer sa responsabilité. La notion de conséquence individuelle et l'empathie pour la victime sont également diminuées.»

Depuis un an, voire deux ans, les chiffres de la délinquance juvénile sont en augmentation. Les jeunes délinquants commettent également davantage d'actes de violence (+ 23% en 2020). Les membres de ces «baby-gangs» sont toujours plus nombreux à se promener avec des couteaux, voire des armes à feu. Forcément, les blessures lors de rixes sont plus graves.

Plusieurs facteurs expliquent l'augmentation de la violence. «On peut citer le fait que les jeunes sont de moins en moins supervisés par des adultes, explique Sandrine Haymoz. Dans les milieux plus modestes, les parents n'ont pas toujours les moyens de payer une nounou ou une activité extrascolaire. Les jeunes sont livrés à eux-mêmes dans l'espace public et se réunissent entre eux.»

Sandrine Haymoz ne minimise pas non plus l'impact des jeux vidéo et des films violents. «De plus en plus de jeunes passent des heures à jouer à ces jeux. Non seulement cela banalise la violence, mais cela crée une forme de tension qui va favoriser leur impulsivité.»

La prison, mauvaise solution

Conseiller d'État genevois en charge de la Sécurité, Mauro Poggia estime qu'«il est urgent de prendre le mal à la racine. Ce mal est avant tout d'ordre social: ces jeunes sont complètement désillusionnés, ils n'ont pas d'avenir en perspective, sont en décrochage soit scolaire, soit de formation. Ils utilisent ces affrontements pour avoir une position sociale, ce qui leur permet de faire partie d'une microsociété dans laquelle ils ont un rôle et une reconnaissance. C'est cela qui est dangereux.»

Au vu de l'état de la situation actuelle, le Neuchâtelois Alain Ribaux souhaite intensifier tous les moyens existants pour lutter contre le phénomène. «Cela passe par un monitoring resserré, de la prévention dans les écoles, un suivi des personnes identifiées comme étant les plus problématiques, une collaboration avec les cercles scolaires ainsi que les investigations policières, énumère le conseiller d'État. C'est ce que nous pouvons faire pour l'instant, dans l'urgence.»

Beat Feurer, conseiller municipal de Bienne chargé de la Sécurité publique et de l'Action sociale, évoque un travail de longue haleine. «Nous essayons d'approcher non seulement le cœur de ce groupe mais aussi les jeunes qui sont autour, afin d'isoler la bande et diminuer son impact. Ça n'est pas une tâche simple, cela prend du temps.»

Le passage par la case prison ne semble pas représenter une bonne solution, au contraire. «Cela embellit évidemment leur palmarès, souligne Alain Ribaux, ancien juge des mineurs à La Chaux-de-Fonds. Le grand désavantage d'un établissement en milieu fermé, à l'instar du centre éducatif de Pramont (VS) – la seule institution romande pour la prise en charge à long terme – est que nous n'avons que des jeunes du même type. Je n'ai jamais vu que ces jeunes ressortaient meilleurs après y être passés, indépendamment de la qualité du travail de l'équipe éducative. À titre d'exemple, la France connaît un banditisme plus élevé qu'en Suisse parce qu'ils enferment davantage les gens.»

Lucie Monnat est journaliste à la rubrique Suisse depuis 2010. Elle a été correspondante à Zurich pendant quatre ans avant de revenir en terres romandes. Elle s'occupe tant des sujets politiques que sociétaux.

[@MonnatL](#)

Benjamin Pillard est journaliste à la rubrique Suisse depuis 2019. Il couvre en particulier les faits divers et l'actualité judiciaire des cantons romands. Auparavant, il a travaillé durant sept ans au sein de la rédaction du «Matin».

[@benjaminpillard](#)

Publié: 02.10.2021, 22h30

Vous avez trouvé une erreur? [Rapporter maintenant.](#)

Thèmes